

Antoine Frérot : « Cette OPA sur Suez se fera »

Le PDG de Veolia incite les autres actionnaires à pousser le conseil d'administration à la démission

ENTRETIEN

Un mois après le rachat des parts d'Engie dans Suez, Veolia n'est pas parvenu à nouer le dialogue avec son concurrent. Face à cette impasse, son PDG, Antoine Frérot, a décidé de contre-attaquer. Dans un entretien au *Monde*, il appelle les autres actionnaires de Suez à débarquer le conseil d'administration récalcitrant afin d'ouvrir la voie à la création d'un champion mondial de la transition écologique : « *Le seul obstacle à cette OPA, c'est l'actuel conseil de Suez, et aucun obstacle ne nous arrêtera.* »

Comment avance votre projet d'OPA face à l'opposition de Suez ?

Comme prévu. On ne va évidemment pas se contenter de la participation de 29,9 % acquise auprès d'Engie. Ce n'était qu'une première étape. Nous voulons construire un grand champion français de la transition écologique, et cela passe par un mariage plein et entier entre Suez et Veolia.

Dès le lendemain de l'acquisition des parts d'Engie, j'ai envoyé un texto à Philippe Varin, le président de Suez, pour lui proposer une rencontre, notamment parce qu'il m'avait lui-même laissé entendre que le dialogue pourrait s'enclencher une fois l'acquisition faite. Mais il a refusé ma proposition le soir même. J'ai ensuite écrit à l'ensemble des membres du conseil d'administration de Suez pour leur proposer de venir leur présenter mon projet. J'ai également reçu une fin de non-recevoir. J'ai adressé de cette façon, en moins d'un mois, cinq ou six courriers, en vain. A chaque fois, j'ai trouvé porte close.

Bertrand Camus, le directeur général de Suez, assure que les conditions d'un dialogue ne sont pas réunies...

Je ne crois plus qu'une discussion avec le conseil d'administration de Suez soit possible, puisqu'ils s'obstinent à en refuser le principe même. D'autant qu'en parallèle de ce refus systématique qui m'est opposé, plusieurs lignes rouges ont été franchies ou sont en passe de l'être. Il y avait d'abord eu la création d'une entité opaque pour rendre inaliénable Suez Eau France. Suez a également annoncé une accélération de son plan de cessions d'actifs. Nous craignons que les dirigeants actuels de Suez ne cherchent à se réserver certains actifs stratégiques comme point de refuge, alors que nous avons besoin de l'ensemble des forces de Suez pour bâtir le grand champion mondial de la transformation écologique.

N'êtes-vous pas alors convaincu, dans la mesure où vous avez promis que votre offre serait amicale ?

Non, car ce n'est pas le conseil d'administration actuel de Suez qui a le dernier mot, ce sont ses



A Paris, le 27 août. ERIC PIERMONT/AFP

« Nous voulons construire un grand champion français de la transition écologique »

actionnaires. Nous ouvrons une nouvelle étape de notre projet, et je me tourne donc désormais vers eux, pour annoncer aujourd'hui que nous lancerons une OPA à l'instant où le conseil d'administration de Suez, quel qu'il soit, aura donné un avis favorable.

Par rapport à l'intention d'OPA que nous avions déjà présentée, cela signifie que je me sens assez confiant pour lancer une offre au prix de 18 euros par action, quel que soit l'environnement macro-économique des mois à venir. En clair, cela veut dire que le seul obstacle à cette OPA, c'est l'actuel conseil de Suez, et qu'aucun obstacle ne nous arrêtera. On n'arrête pas un train lancé.

Suez répète pourtant qu'il souhaite que tous ses actionnaires bénéficient des mêmes conditions de sortie qu'Engie. Qu'en dites-vous ?

C'est une fumisterie. Le conseil de Suez dit qu'il veut une offre

ferme et, en même temps, il fait tout pour la rendre impossible. Cette position est intenable. C'est pourquoi je m'adresse dès maintenant à tous les actionnaires de Suez : s'ils soutiennent notre projet, ils doivent mettre la pression sur le conseil d'administration. Il faut l'amener à corriger le dispositif juridique opaque concernant Suez Eau France et l'empêcher de commettre l'irréparable en vendant des activités stratégiques.

De quelle manière ?

Les actionnaires peuvent faire connaître leur volonté auprès du conseil. Certains, comme le fonds Ciam, l'ont déjà fait. Ils peuvent également demander la convocation d'une assemblée générale. Le plus tôt sera le mieux, mais, quoi qu'il arrive, il y aura forcément une assemblée générale ordinaire dans les mois à venir. Les actionnaires de Suez favorables à un rapprochement avec Veolia, et ils sont nombreux à s'être exprimés en ce sens, pourront par conséquent désigner un nouveau conseil d'administration. Cette OPA se fera, et au plus tard après la prochaine assemblée générale.

Vous êtes le premier actionnaire de Suez. Pourquoi avez-vous besoin des autres ?

Parce que nous ne sommes pas l'actionnaire majoritaire. Par ailleurs, l'utilisation de nos droits de vote est soumise à l'autorisation des autorités européennes de la concurrence. Nous sommes confiants sur ce point, dans la mesure où nos intérêts patrimoniaux sont d'ores et déjà menacés, et pourraient l'être plus encore demain, par exemple en cas de cession d'un actif stratégique.

Vous êtes privés de vos droits de vote également à cause d'une procédure lancée par les syndicats de Suez, car leurs instances n'ont pas été consultées lors de la cession de la participation d'Engie...

Quelle que soit l'issue de cette procédure que nous contestons, cette suspension n'est que tem-

poraire. Nous comptons bien nous défendre sur tous les contentieux que Suez a mis sur notre chemin, et nous allons également désormais riposter pour désactiver le dispositif opaque qui a rendu inaliénables les actifs eau de Suez en France.

Bercy continue-t-il à jouer les casques bleus ?

Bercy s'est beaucoup employé dans la première phase pour faciliter un accord. Désormais, c'est un sujet entre nos deux entreprises qui relève de la démocratie actionnariale.

L'opération prend-elle du retard ?

Pas du tout. Ces batailles d'arrière-garde étaient largement anticipées, ce qui fait que nous n'avons pas perdu une minute par rapport à notre calendrier initial. Ce qui conditionne la durée de l'opération, c'est l'examen du rapprochement par les autorités de la concurrence. Cela peut prendre douze à dix-huit mois. Nous avons commencé ce travail et avons prévu de prénotifier l'opération auprès de la Commission européenne. Toutes les autres péripéties se déroulent en parallèle et n'auront aucun impact sur la durée de l'opération.

Pensez-vous pouvoir convaincre les salariés de Suez ?

Oui, car notre projet est factuellement beaucoup plus protecteur pour eux que le nouveau plan stratégique annoncé par les dirigeants de Suez. Ceux-ci prévoient l'accélération des cessions, le versement d'un dividende exceptionnel – un milliard d'euros en plein Covid, excusez du peu ! –, l'amplification annoncée des économies, et tout cela produira nécessairement de la casse sociale chez Suez. Au contraire, nous garantissons l'emploi et tous les acquis sociaux en cas de rapprochement avec Veolia, aussi bien que pour les actifs cédés pour cause de concurrence.

Que valent ces fameuses garanties ?

« Nous garantissons l'emploi et tous les acquis sociaux en cas de rapprochement »

Il suffit de demander aux 2 800 salariés d'Osiris. En août, Suez avait prévu de vendre à Veolia cette filiale spécialisée dans l'entretien des réseaux d'assainissement. Nous avons pu rencontrer des salariés d'Osiris et leur apporter des garanties sur le maintien de l'emploi et de leurs avantages sociaux. Les six comités sociaux et économiques d'Osiris ont donné un avis favorable à l'acquisition par Veolia. Et maintenant que la direction de Suez met des freins à cette opération, les syndicats d'Osiris protestent et souhaitent au contraire nous rejoindre. Ce n'est pas anodin, dans le contexte.

En quoi un seul groupe serait-il plus efficace pour accompagner la transition écologique ?

Parce qu'aujourd'hui nous ne pesons respectivement qu'environ 3 % et 2 % du marché mondial. Un rapprochement permettra d'additionner nos moyens financiers et de regrouper les talents, la créativité, les innovations et les solutions technologiques des deux entreprises. Chacune a ses points forts. Veolia, par exemple, a une bonne avance dans le traitement des déchets industriels et dangereux ; Suez, dans la méthanisation des déchets ménagers.

Nous avons fait la liste d'une quinzaine de thèmes sur lesquels nos équipes travailleront ensemble. On connaît déjà une bonne moitié des solutions qui seront utilisées dans les vingt prochaines années. Encore faut-il les développer à grande échelle pour réussir la transition écologique. Cela nécessite des infrastructures et des moyens. Je pense, par exemple, au recyclage des divers types de plastiques. Mais il faut

surtout inventer l'autre moitié des solutions, les innovations technologiques de demain.

A quoi pensez-vous en particulier ?

La capture du dioxyde de carbone, par exemple, est un sujet important si l'on veut atteindre l'objectif de l'accord de Paris de limiter le réchauffement global à 1,5 °C. A condition d'en réduire fortement le coût. On peut utiliser ce carbone pour réensemencer les sols surexploités et augmenter la superficie des terres cultivables, un enjeu majeur face à la poussée démographique. Autre piste : la qualité de l'air, essentielle pour la santé. Veolia a lancé une expérience dans les classes d'école, Suez dans les cours de récréation.

En prenant le meilleur des deux entreprises, on peut trouver des solutions moins onéreuses et moins gourmandes en énergie. Il y a là un marché énorme pour tous les espaces collectifs, établissements scolaires, universités, bureaux, hôpitaux... Plutôt que de mener des recherches en parallèle, il est plus efficace de les rapprocher. Un grand groupe proposera davantage de solutions, plus solides.

Est-ce bien nécessaire, alors que Suez et Veolia sont déjà deux leaders mondiaux ?

Ce projet, c'est la condition pour que la France fasse toujours la course en tête dans vingt ans et qu'elle conserve un outil industriel de pointe. Il ne se justifie pas par la recherche d'économies sur les coûts et le personnel, mais au contraire par la croissance. Ne nous y trompons pas, nos concurrents, notamment chinois et américains, innoveront et accélèrent aussi, alors que les plans de relance à travers le monde ont fait de l'écologie une priorité. La concentration du secteur est en cours. Si nous ne prenons pas les devants, nous finirons loin derrière. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-MICHEL BEZAT
ET ISABELLE CHAPERON

Face au Covid-19, les salariés de Veolia en seconde ligne

Hormis la collecte de déchets dans les restaurants ou les centres de loisirs, peu d'activités chez Veolia s'arrêtent avec le confinement. « Près de 40 000 salariés en France (sur 50 000), et non plus 20 000 lors du premier confinement, peuvent travailler sur le terrain, notamment parce que les chantiers restent ouverts », détaille Antoine Frérot, le PDG du groupe. Masques, tests, prises de température... « Nous allons continuer à appliquer les méthodes qui ont fait leur preuve. Grâce à elles, nous avons pu isoler des foyers d'infection. Nous avons aussi veillé à la sécurité financière de nos équipes, en payant intégralement les salaires et en versant une prime aux salariés de terrain », poursuit-il. Dans quatorze stations d'épuration tests en France, Veolia analyse les bouts de virus morts circulant dans les eaux usées : « On ne décelait pas grand-chose en juillet-août, mais cela a changé en septembre-octobre. Nos analyses vont permettre de mettre en évidence la montée de la contamination à l'échelle d'une ville. »